

Journée internationale des droits de la femme :

Les droits des femmes au cœur du parlement

(Stéphanie Bocart)

Mis en ligne le 08/03/2010

Parlement régional, Cocof et VGC dédient leur séance des 5 et 12 mars aux droits des femmes. Une proposition d'ordonnance est déposée.

Comme chaque année depuis 1977, le 8 mars est consacré "Journée internationale de la femme". Et si les femmes ont vu, à force de ténacité, leur condition s'améliorer quelque peu, les acquis restent toutefois très fragiles et les avancées à concrétiser très nombreuses. Aujourd'hui encore, 70 % des femmes demeurent confrontées à la violence au cours de leur vie; l'accès aux marchés du travail et à une profession décente reste limité pour les femmes (en 2008, la population active comptait ainsi 52,6 % de femmes pour 77,5 % d'hommes); une femme sur cinq peine pour s'en sortir financièrement en Belgique;



C'est parce que les parlementaires bruxelloises, tous partis démocratiques confondus (majorité et opposition, francophones et néerlandophones), se savent "*privilegiées*" qu'elles ont à cœur de profiter de leur statut pour relayer au sein de leur assemblée - Cocof, VGC et parlement régional bruxellois - les combats de toutes les femmes.

Initiée sous la législature précédente (2004-2009), la "Quinzaine des femmes" consiste à dédier, ces vendredis 5 et 12 mars, les séances plénières de chaque assemblée bruxelloise à la thématique de la femme et de ses droits. "*Cette Quinzaine est une opportunité récurrente pour nous, femmes et hommes parlementaires, de pointer les carences persistantes en matière d'égalité hommes-femmes et d'identifier les combats à poursuivre*", explique Céline Frémault, chef de file du CDH au parlement bruxellois et cheville ouvrière de la Quinzaine des femmes. "*C'est un peu une "vigilance femmes" à travers ce parlement, même si nous ne voulons pas un rôle de gendarmettes, mais c'est un rôle nécessaire et utile*", estime-t-elle. Et d'insister : "*Il s'agit aussi d'associer à ce processus autant les hommes que les femmes afin qu'ils puissent s'inscrire dans cette perspective*". Mais au-delà, surtout, la Quinzaine constitue "*la ligne de départ pour d'autres actions parlementaires, des initiatives législatives, des forums et des partenariats avec le secteur associatif*", souligne la députée CDH.

Cette Quinzaine est le fruit de tout un travail mené en aval par les députées bruxelloises. "*Depuis deux mois, nous nous sommes réunies entre nous afin de cibler les thématiques sous l'angle du genre sur lesquelles on souhaitait interpeller les ministres compétents. Dans un second temps, nous avons déposé ensemble une proposition d'ordonnance sur le genre relative à la création d'un cadre légal pour la politique de l'égalité hommes-femmes en région bruxelloise, en accord avec le secrétariat de Bruno De Lille (Groen !) (lire ci-contre)*", se félicite Céline Frémault.

Que dit cette proposition ? Que chaque ministre et secrétaire d'Etat présente annuellement, à l'occasion de la discussion des notes du budget général, les actions, mesures, projets qui concourent à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes; que pour chaque projet

d'acte législatif et réglementaire, chaque ministre ou secrétaire d'Etat établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes; ou encore que chaque ministre ou secrétaire d'Etat veille à ce que les statistiques que les services publics bruxellois et les organismes d'intérêt public bruxellois produisent, collectent et commandent soient ventilées par sexe.

Violences conjugales, lutte contre les mariages forcés, lutte contre la pauvreté, prévention et santé des femmes, formation, sport au féminin, mutilations génitales, les interpellations des députées brassent le plus largement possible les champs inhérents à la condition féminine.

Ainsi, "si on a une série d'avancées sur le plan formel, on est loin d'avoir gagné quoi que ce soit sur le plan culturel au niveau des représentations", s'exprime Céline Delforge, députée Ecolo. "Il y a même carrément un recul puisqu'il existe des mouvements ouvertement anti-féministes qui entendent bien renvoyer les femmes à leurs casseroles. Dans l'espace public, il convient donc au moins de combattre la publicité sexiste qui véhicule des comportements et stéréotypes d'une vision de l'homme et de la femme totalement inadmissible. Le pouvoir public doit donc aussi pouvoir à un moment donné changer la culture", défend-t-elle.

Pour Elke Van Den Brandt (Groen !), *"cette initiative n'est pas un luxe, c'est une nécessité de se battre pour les femmes".* Fatiha Saïdi (PS) enchaîne : *"Cette Quinzaine n'est pas le conclave des pleureuses, mais bien une façon de mettre en avant toutes les ressources que les femmes peuvent déployer, en ce compris dans des situations de précarité extrême".* Quant à Fatoumata Sidibé (MR), elle résume : *"Un slogan me tient à cœur : "Dites-moi quels droits vous accordez à vos femmes et je vous dirai comment va votre démocratie". Les femmes sont les baromètres de notre société et, partant, sont un indicateur à suivre à la trace".*

Source : <http://www.lalibre.be>